

Faute

EDITORIAL.

PAR LAURENT JOFFRIN

«*Confusion des genres*», avait lâché François Hollande en 2012 quand on avait appris que Nicolas Sarkozy profitait des facilités de transport officielles pour se rendre à ses meetings de campagne. Confusion encore plus gênante quand il apparaît que Manuel Valls a usé des mêmes transports pour se rendre à un match de football, arguant tardivement et maladroitement d'une réunion concomitante dont on n'est pas certain qu'elle ait eu lieu. Certes le Premier ministre a jusqu'ici évité tout dérapage de ce genre. Certes les socialistes, depuis 2012, ont prodigué des efforts réels pour accroître la rectitude et la transparence des éléments de train de vie des élus ou des ministres. Certes les leaders de la droite se sont maintes fois retrouvés dans des situations tout aussi contestables. Certes, enfin, la nostalgie monarchique qui parfume la V^e République procure au gouvernement des lieux de travail et des appartements de fonction souvent situés dans des hôtels particuliers d'Ancien Régime. Cette fréquentation quotidienne des ors et des pompes hérités d'un autre âge rend les tentations plus grandes. Dans un tel décor, on finit par se croire au-dessus du commun des mortels. Mais on remarquera aussi que le général de Gaulle, fondateur de la V^e République, remboursait de sa poche les repas pris en famille à l'Élysée. Et quand il a nommé Georges Pompidou Premier ministre, il lui a enjoint de passer ses vacances non à Saint-Tropez, comme à son habitude, mais en Bretagne... Ne parlons pas des mœurs austères en vigueur dans les pays scandinaves, où l'apparat est circonscrit aux familles régnantes et où l'on maintient le gouvernement dans un mode de vie quasi monacal. Si bien que l'écart aérien de Manuel Valls, dans une période où la défiance envers les hommes politiques ne cesse de s'épaissir, est bien une faute éthique et politique qui plonge la gauche de gouvernement dans un cruel embarras.

9 juin 2015

Manuel Valls, mauvaise passe



Manuel Valls au congrès du PS à Poitiers, le 6 Juin 2015. (Photo Sébastien Calvet)

RÉCIT. En quatre jours, à force d’amender sa version sur son aller-retour express Poitiers-Berlin, samedi, le Premier ministre a commis son premier écart de conduite.

Par **RACHID LAÏRECHE, LAURE BRETTON**

C’est l’histoire d’un match de football qui se termine en faute de carre. Depuis qu’il s’est rendu samedi soir à Berlin pour voir la victoire de son club fétiche, le FC Barcelone, en finale de la Ligue des champions, Manuel Valls godille. Entre sa passion et sa fonction, le Premier ministre hésite sur la bonne justification de cet aller et retour qui tourne à la polémique et qui a rebondi mardi quand on a appris qu’il avait emmené deux de ses fils avec lui. Retour sur quatre jours et autant de versions du chef du gouvernement.

Samedi, un supporteur à Poitiers

Arrivé dès vendredi soir dans la capitale poitevine - tout le monde s’étonne d’emblée de la durée de son immersion socialiste alors que la plupart des ministres passent une tête en coup de vent - Manuel Valls emballe le congrès. Parle à sa gauche et fait applaudir François Hollande trois longues minutes. M. Loyal malgré des sondages flamboyants qui le placent en position de recours en cas de primaire pour 2017. Dès le samedi après-midi, l’information sur une escapade à Berlin commence à filtrer, puis s’officialise. Manuel Valls fait parler son cœur : «*J’y vais parce que Michel Platini m’a invité. Il a invité un supporteur du Barça.*» Où il n’est pas question d’une «réunion» avec le président de l’UEFA pour parler de l’Euro 2016 en France mais d’une «rencontre». Valls s’agace (déjà) sur les questions du genre «mais qui va payer», et on est priés de ne pas «créer de faux-débats». Dans les travées du congrès, l’escapade passe mal. «*J’avoue être un peu perdu,* confie alors un député de la majorité. *Le Premier ministre tient un discours fort, il parle de*

la souffrance des chômeurs, des précaires, des valeurs de la gauche et une fois le discours terminé il va à Berlin pour un match de foot sur le dos du contribuable...» Pour Christian Paul, *«il existe une forme de désinvolture à l'égard du reste du monde. Vu le déficit de dialogue entre lui et les socialistes, il aurait dû rester à Poitiers.»* Les ministres vont dîner quand le Premier ministre s'envole pour Berlin. *«Ça devient un problème parce qu'il part de Poitiers. Si on n'était pas en plein congrès, il n'y aurait pas de polémique»*, veut croire a posteriori le député vallsiste Carlos Da Silva. Selon le *Canard enchaîné*, un paquet de conseillers et de ministres (dont Stéphane Le Foll, le porte-parole du gouvernement et ami du Président) ont tenté de dissuader Valls de prendre l'avion.

Dimanche «détente»

Dirigeants et militants, qui ont regardé le match dans les bars de la ville la veille, retrouvent Valls sous les tentes du congrès. Le chef du gouvernement est venu assister au sacre de Jean-Christophe Cambadélis avant... de filer à la finale de Roland-Garros. Une manière, assure-t-il, de *«confirmer»* sa décision sur l'extension du site de la porte d'Auteuil. Boulot boulot quoi. Sauf qu'après la victoire de Stanislas Wawrinka, happé par les caméras, Manuel Valls défend son *«moment de détente»* à Berlin comme à Paris parce qu'il *«travaille beaucoup»* et s'en prend aux *«grincheux»* lui demandant des comptes. *«Je comprends qu'on se pose des questions sur l'argent public mais pas sur la façon dont il passe ses week-ends»*, échafaude une ministre en guise de défense, bien contente d'avoir regardé la finale de Roland-Garros à la télé alors qu'une partie du gouvernement a fait bloc autour de Valls dans les tribunes officielles. Sur France Inter en fin de journée, Michel Sapin a tout le mal du monde à éteindre la polémique. Valls à Berlin pour parler de l'Euro 2016 ? *«Ce sera un grand moment de croissance»*, justifie le ministre des Finances.

Lundi, tirs croisés Hollande-Valls

Après une salve d'arguments plus ou moins vaseux des ministres invités dans les matinales, c'est François Hollande qui monte au filet. Qu'importe que le G7 vienne d'accoucher d'un accord important sur le climat, le Président se retrouve contraint de confirmer la *«réunion»* entre Valls et Platini. Mais il le fait à la Hollande, avec un coup de patte dedans quand il révèle qu'il verra lui-même le président de l'UEFA mercredi. Ce qui fragilise un peu la nécessité d'un aller-retour express et coûteux pour Valls. A l'Élysée, on coupe le cordon entre le président *«normal»* et son Premier ministre : *«François ne l'aurait pas fait»*, confie un proche.

Le soir même, le Premier ministre reçoit des sportifs à Matignon et plaide (de nouveau) la *«passion»* plutôt que la fonction, *«et parfois en France, être passionné, ça gêne»*. *«La jet-settisation des dirigeants socialistes, à Cannes, à Berlin ou à Roland-Garros me choque profondément, pilonne un dirigeant du PS. C'est une stratégie de com qui consiste à penser qu'il vaut mieux s'afficher avec les puissants qu'avec les plus faibles. ça s'appelle Euro-RSCG»*. Pour beaucoup dans la majorité, Valls vient de pêcher par excès de confiance. *«Un excès de confiance ne peut être corrigé que par un excès d'humilité, prêche un communicant du gouvernement. Et l'humilité et Valls...»* D'autres conseillent de reconnaître un *«malentendu»* et de rembourser le coût de ce déplacement *«à titre privé»*.

Mardi à l'Assemblée, la valeur travail

Quand on apprend que deux fils Valls étaient à bord du Falcon, la polémique redécolle. «*L'exercice du pouvoir te fait perdre toute notion d'heure et de distance*, décrypte un conseiller ministériel. *Tu vas à Chartres ou aux Caraïbes, c'est pareil. Après trois ans à ce régime, Valls Premier ministre n'a pas eu le recul nécessaire alors que le Valls pro de la com lui aurait probablement déconseillé d'aller à Berlin.*» A l'Assemblée, la droite retient ses coups (*lire ci-contre*) mais Valls remet son job au centre. «*Le rôle du chef du gouvernement est de soutenir les grands rendez-vous pour la France [comme l'Euro 2016, ndr], se défend-il. Je continuerai à le faire parce que c'est important pour l'image du pays, pour l'attractivité, pour la compétitivité et pour les emplois*». Dans la foulée, l'UEFA se fend d'une phrase de soutien : Valls était à Berlin pour assister au match «*et pour parler de l'Euro 2016*». Cette fois, c'est Platini qui le dit.

9 juin 2015

A l'irréprochable, il était tenu



Manuel Valls et Michel Platini, au stade olympique de Berlin samedi, avant le coup d'envoi de la finale de la Ligue des champions Juventus-Barça.

Le candidat François Hollande avait promis une république exemplaire, mais son quinquennat n'aura pas été épargné par les scandales inhérents à la vie de la Ve République.

Par **GRÉGOIRE BISEAU**

Le problème, avec une république exemplaire, c'est qu'elle ne souffre d'aucune exception. Il ne peut pas y avoir de république un peu exemplaire ou exemplaire de temps en temps. En matière de morale, privée comme publique, il n'existe pas de compromis. On est ou on n'est pas. Et le moindre faux pas, même une petite anicroche, vous fait perdre votre label «exemplarité». Aujourd'hui, pour l'opinion publique, cette exigence d'une république irréprochable, portée par François Hollande pendant toute la campagne présidentielle, est

probablement à ranger dans le tiroir des engagements qui n'ont pas été tenus. Ou si peu. C'est peut-être injuste. C'était surtout perdu d'avance.

Étoile

Pourtant, François Hollande n'était pas loin d'être le candidat idéal pour cette mission impossible. D'abord parce que le quinquennat de Nicolas Sarkozy avait été un chef-d'œuvre de confusion des genres, entre vie privée, intérêts publics et affairismes de toutes sortes. Sans compter l'indépendance de la justice particulièrement mise à mal. Faire mieux que le quinquennat de Sarkozy était donc à la portée de n'importe qui. Sur le papier, François Hollande avait aussi à son crédit quelques qualités. Il n'a jamais été très intéressé par les questions matérielles en général et d'argent en particulier. Ni très attaché aux signes extérieurs de pouvoir. Ni impliqué dans des réseaux politico-financiers qui vous obligent, une fois au pouvoir, à verser dans des compromissions ou des conflits d'intérêts. Hollande n'a jamais franchement goûté aux délices des cabinets noirs ou des réseaux divers dont la V^e République est pourtant si friande. Mais cette bonne étoile ne suffira pas. Et les premiers symboles du début du quinquennat ont vite été ensevelis par les fracas de l'exercice du pouvoir.

A peine élu, le nouveau chef d'Etat commence par soigner les symboles. Grands comme tout petits. Sarkozy aimait l'argent et le bling-bling du pouvoir. Hollande décide donc de baisser son salaire de 30%, choisit une voiture de fonction à la corpulence modeste, délaisse le Falcon pour son premier sommet européen à Bruxelles. Et part en vacances en TGV au fort de Brégançon. Un président normal, pour une république exemplaire. Ce bel édifice va très vite prendre l'eau. D'abord, la vie privée de François Hollande a eu un effet dévastateur. Il y a eu le tweet de Valérie Trierweiler. Puis la photo volée en amant casqué rue du Prince. Et puis la rupture, le livre, les accusations sur les «sans-dents». *«Ce que les Français reprochent à Hollande, c'est moins d'avoir eu une maîtresse que sa façon de gérer ces affaires en grand amateur»*, tempère un poids lourd de la communication politique.

La république exemplaire était bien entamée, elle va imploser avec l'affaire Cahuzac et son compte caché en Suisse. La droite a longtemps accusé (sans preuve) François Hollande d'avoir cherché à protéger son ministre du Budget. Le chef de l'Etat, lui, s'est défendu en revendiquant une stricte séparation des pouvoirs et une totale indépendance de la justice. Cela ne suffira pas. Et ce n'est pas le vote de l'arsenal juridique pour une plus grande transparence du patrimoine des élus qui le sauvera. Car le film va continuer, sur un autre registre, plus boulevardier, avec les chaussures cirées à l'Elysée de son conseiller politique (Aquilino Morelle) et les déclarations d'impôts oubliées de son ministre du Commerce extérieur (Thomas Thévenoud).

Défiance

Il va sans dire que Hollande n'avait pas franchement besoin de l'escapade footballistique de son Premier ministre aux frais du contribuable pour améliorer ce triste bilan. L'entourage du chef de l'Etat peut toujours plaider que dans toutes ces embardées, ce n'est pas la moralité de Hollande qui a été directement mise en cause. Certes. Mais cela ne le sauvera pas de cette vague de défiance vis-à-vis des élites et de la classe politique en général. Un sondeur nous faisait récemment cette remarque : *«Les Français ont totalement oublié une mesure aussi symbolique que la baisse du salaire du président.»* Comme si cette velléité de république exemplaire n'avait jamais existé.

9 juin 2015

Jean-Daniel Lévy : «La chance de Valls, c'est de n'être jamais apparu comme un grand bourgeois»

INTERVIEW. Le directeur de Harris-Interactive commente les possibles répercussions du «Barçagate».

RECUEILLI PAR JONATHAN BOUCHET-PETERSEN

Directeur de l'institut de sondages Harris-Interactive, Jean-Daniel Lévy analyse l'impact possible du «Barçagate» sur l'image de Manuel Valls, un des hommes politiques les plus populaires, à l'honnêteté reconnue par les Français.

C'est grave, sondeur ?

D'un point de vue d'opinion, il y a une petite lumière d'alerte qui s'allume. D'abord parce que, d'une manière générale, les Français attendent des responsables politiques qu'ils exercent leur fonction pour servir et non pas pour se servir - et là il y a forcément un petit doute dans l'esprit des Français sur ce qui a pu amener Manuel Valls à être présent à ce match du FC Barcelone, équipe qu'il supporte ouvertement depuis longtemps. Deuxième zone d'alerte : le Premier ministre a-t-il joui de sa position pour son intérêt personnel alors même que sa politique consiste à appeler à la retenue budgétaire et à demander des efforts à de très nombreux Français ?

Dès le départ, l'affaire a semblé mal emmanchée pour le Premier ministre, aux versions évolutives. Et mardi, on a appris que ses fils l'accompagnaient pour cette virée à Berlin en Falcon de la République...

Avant cela, il me semble important d'insister sur les variations du discours et sur l'interrogation qui persistera, pour les Français, sur les raisons de sa présence : supporter le Barça, parler de l'UEFA et de l'Euro 2016, évoquer la situation à la Fifa... La fluctuation de la communication crée forcément un trouble. Apprendre par la suite que Manuel Valls était avec deux de ses enfants vient inévitablement affaiblir, pour l'opinion, la version du déplacement pour des raisons professionnelles. Il y a là une question de sincérité majeure dans une période où les Français ne laissent rien passer quand il s'agit de près ou de loin d'une confusion entre deniers publics et plaisirs privés, ou en tout cas personnels. Quand François Hollande a baissé son salaire de Président au début du quinquennat, cela avait par exemple été très bien perçu. Et les affaires qui ont ensuite concerné Jérôme Cahuzac, Aquilino Morelle ou Thomas Thévenoud, dans des registres différents, ont laissé des traces.

Cette faute est étonnante de la part de Manuel Valls, pourtant considéré comme un pro de la com...

La chance de Manuel Valls, c'est de n'être jamais apparu comme un grand bourgeois d'Etat. Il ne s'est pas non plus affiché avec des costumes de marque, il a une image martiale mais pas bling-bling. A la différence de Nicolas Sarkozy, il n'est pas perçu comme un jouisseur.

Pour des affaires autrement plus graves, Cahuzac et DSK ont tenté la contrition télévisée. Manuel Valls, droit dans ses bottes mardi à l'Assemblée, a-t-il un intérêt à s'excuser ou à mettre la main au portefeuille comme l'y appellent certains à droite ?

Le plus urgent pour le Premier ministre, c'est d'offrir une transparence totale sur ce déplacement incriminé : son coût en détails, son objet concret. Il ne doit pas laisser s'installer le sentiment qu'on pourrait encore apprendre quelque chose alors que cette séquence vient alimenter l'image, inédite pour lui, d'un responsable public déconnecté du réel. Laisser penser qu'aujourd'hui, on est dans un moment où on peut partir de Poitiers en Falcon pour aller voir un match de foot en Allemagne sans même se poser la question du coût, c'est une forme de légèreté ou même d'inconséquence inédite dans le parcours de Manuel Valls. Sa première faute dans ce registre.

9 juin 2015

La droite mal placée pour attaquer

L'occasion était trop belle, mais les députés LR (ex-UMP) ont dû retenir leurs coups, tant le souvenir des escapades de Nicolas Sarkozy est encore frais.

Par **ALAIN AUFFRAY**

La gauche morale en flagrant délit de mensonge, la gauche normale les doigts dans la confiture : la tentation était forcément très grande, pour la droite, d'enfoncer le clou à l'Assemblée, lors de la séance de questions au gouvernement. Mardi matin, le porte-parole du parti Les Républicains (LR), Sébastien Huyghe, avait plaidé devant ses collègues députés pour un pilonnage. Plutôt réservé, le président du groupe LR, Christian Jacob, a estimé qu'il était inutile d'en rajouter : «*Valls s'enfonce tout seul. Il est dans les sables mouvants, inutile d'y aller avec lui.*» L'ex-président de l'Assemblée, Bernard Accoyer, fait valoir que la droite n'a «*pas l'habitude d'exploiter ce genre de choses*». S'ils se sont abstenus d'interpeller explicitement le Premier ministre sur son Poitiers-Berlin en Falcon, les parlementaires de l'opposition ne se sont pas privés de faire de fines allusions à son goût pour les voyages et pour les matchs du Barça.

Charge. En coulisse, dans les couloirs de l'Assemblée, certains ne retenaient pas leurs coups. Le député sarkozyste Daniel Fasquelle (Pas-de-Calais) a même jugé opportun

d'envisager la démission du Premier ministre : *«Je crois qu'il a commis une faute extrêmement grave. La moindre des choses, c'est qu'il rembourse [...]. Je pense que François Hollande doit se poser la question de savoir s'il peut le maintenir aujourd'hui à son poste.»* Même le juppéiste Benoist Apparu a sonné la charge : *«Dimanche, je n'étais pas spécialement choqué ou outré. [...] J'avoue que la nouvelle du jour, avec ses deux enfants, si elle se vérifie, ça commence à faire beaucoup, surtout pour quelqu'un qui passe son temps à nous donner des leçons de morale.»* Sur Twitter, deux ex-égéries du sarkozysme, Rachida Dati et Nadine Morano, n'ont pas hésité à faire entendre leur réprobation dès qu'elles ont appris que les fils de Valls étaient du voyage.

Barre. Mais, dans l'ensemble, les hauts responsables de l'ex-UMP se sont plutôt distingués par leur retenue. Il est vrai qu'en matière de voyages luxueux et de mélange des genres, l'ex-chef de l'Etat avait placé la barre très haut. De sorte qu'en comparaison, Valls fait encore figure d'amateur, malgré de prometteurs efforts. En mai 2007, après avoir célébré sa victoire au Fouquet's, Sarkozy s'était envolé pour une croisière au large de Malte sur le yacht du milliardaire Vincent Bolloré. Trois mois plus tard, il s'envolait pour quinze jours de vacances aux Etats-Unis, dans une villa hors de prix louée par des amis fortunés. En décembre de cette même année 2007, c'est encore le Falcon de Bolloré qui le portait dans le plus bel hôtel de Louxor, au bord du Nil. Tout le quinquennat sera ponctué de ces escapades luxueuses qui défraieront la chronique. *«Après cette affaire du Poitiers-Berlin, la gauche devra en rabattre dans son procès du bling-bling sarkozyste»*, se réjouit un député LR.

Maigre consolation pour Manuel Valls : son meilleur avocat aura été mardi le publicitaire et intime du couple Bruni-Sarkozy Jacques Séguéla, sur BFMTV : *«J'ai défendu Sarkozy quand il est allé sur le bateau de Bolloré. Je défends Valls avec la même virulence.»* Difficile d'imaginer plaidoyer plus cruel.

9 juin 2015

En Suède, on ne badine pas avec la morale

L'exemplarité et la transparence ne sont pas négociable dans ce pays où un ministre peut démissionner pour une barre chocolatée.

DE NOTRE CORRESPONDANTE EN SCANDINAVIE ANNE-FRANÇOISE HIVERT

Les fans de la série danoise à succès *Borgen* le savent : la vie de ministre en Scandinavie n'a rien de glamour. Pas de limousine ni de logement de fonction spacieux dans les quartiers chics. Dans un clip plein d'autodérision consacré à la *swedishness* en 2013, on voyait même le Premier ministre suédois de l'époque, Fredrik Reinfeldt, se faire rabrouer par ses collègues : il avait laissé sa tasse de café traîner sur l'évier et oublié de lancer le lave-vaisselle.

Au moindre écart, en Suède, les journalistes dégainent. Et c'est facile, puisqu'en vertu de l'*offentlighetsprincipen* (le «principe de transparence») institué dès 1766, les habitants du royaume scandinave peuvent avoir accès à tout document public, à condition d'en faire la demande auprès de l'administration concernée. Le salaire d'un patron, la déclaration fiscale d'un ministre, ses dépenses pendant un voyage d'affaire à l'étranger... Il n'y a quasiment aucune limite.

Nourrice. Ministres et fonctionnaires se savent donc observés, affirme Tomas Kjerf, enquêteur auprès de l'Autorité nationale de contrôle financier, qui édicte les règles à suivre pour l'administration. *«C'est le produit d'une très longue tradition, qui veut qu'on use avec beaucoup de précautions des moyens publics. Si ce n'est pas un crime de gaspiller l'argent du contribuable, cela peut avoir des conséquences importantes pour les responsables.»*

Car si les Suédois sont les plus imposés au monde, ils font aussi preuve de peu de tolérance à l'égard des écarts de comportement de leurs dirigeants. Plusieurs ministres en ont fait l'expérience. A l'automne 2006, après l'arrivée de la coalition libérale au pouvoir, deux membres du gouvernement fraîchement nommés font leur valise. La ministre du Commerce, pour avoir payé au noir la nourrice de ses enfants - et oublié de déclarer la vente de plusieurs centaines d'actions. Et celle de la Culture, qui a omis de s'acquitter de la redevance audiovisuelle pendant seize ans. Montant de la facture : 22 000 couronnes, soit 2 350 euros.

Toblerone. Le scandale le plus retentissant reste cependant «l'affaire Toblerone». Fin 1995, Mona Sahlin, numéro 2 du gouvernement social-démocrate, est forcée de démissionner pour avoir réglé quelques courses, dont une barre chocolatée, avec sa carte de crédit de fonction. Peu importe qu'elle ait immédiatement remboursé la somme. Le scandale continue de la hanter.

Récemment, le ministre de l'Education, Gustav Fridolin, porte-parole des Verts, a dû s'expliquer sur ses déplacements: un tabloïd avait révélé que l'avion du gouvernement, stationné à l'aéroport d'Arlanda, avait dû parcourir 40 km pour venir le chercher dans l'autre aéroport de la capitale. Il s'en est tiré en rejetant la responsabilité sur les services de renseignement, qui gèrent ses déplacements. Mais le patron du papetier suédois SCA a dû, lui, renoncer à ses fonctions en février après avoir reconnu avoir utilisé le jet de l'entreprise pour des déplacements privés.